

RÉGLEMENTATION POUR LE PERSONNEL EMPLOYÉ EN FRANCE

Nous nous permettons de vous rappeler la nature stricte de la loi française concernant toute personne employée sur le territoire français (dernières modifications en dates du 26/06/2011- Loi 2011-672).

Cette loi s'applique notamment aux décorateurs et constructeurs de stands à qui vous pourriez faire appel lors de votre venue à Cannes.

Toute personne (décorateurs, constructeurs de stands, etc.) dont vous sollicitez les services, doit être formellement employée et ainsi déclarée auprès des autorités françaises en bonne et due forme. Vous seriez en infraction par rapport aux autorités françaises si vous ne respectiez pas cette loi :

1 - Obligations de l'entreprise de droit étranger à l'égard de l'autorité administrative française :

- Le code du travail impose que tout donneur d'ordre ou maître d'ouvrage vérifie lors de la conclusion d'un contrat dont l'objet porte sur une obligation d'un montant minimum de 5000 € en vue de l'exécution d'un travail, que son cocontractant s'acquitte de ses obligations au regard de l'emploi de salariés étrangers.
- Le donneur d'ordre ou maître d'ouvrage à qui les vérifications s'imposent se fait remettre par son cocontractant lors de la conclusion du contrat, la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue. Cette liste établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque employé : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- A défaut des vérifications obligatoires, le donneur d'ordre ou maître d'ouvrage est tenu responsable solidairement avec son cocontractant.

2 - Obligations et responsabilité de l'entreprise découlant du recours par un sous-traitant à l'emploi d'étrangers sans titre :

- Le non respect de cette obligation de vigilance entraîne pour la personne engagée dans la relation contractuelle, de sa solidarité financière avec son cocontractant et le sous-traitant en cause, pour le paiement des sommes dues au titre de l'emploi irrégulier d'étranger.
- La présente note a pour but de vous informer de cette situation afin que vous puissiez vous assurer que toute personne, société, etc., qui travaillerait pour vous ou pour votre société lors de votre séjour à Cannes, soit engagée de manière officielle et légale.
- Les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir durant les périodes de montage et de démontage, doivent fournir entre autres à leur personnel ou au personnel intérimaire, les équipements de protections individuels (EPI) suivants (article R4311-12 du Code du travail) :
 - vêtements de travail,
 - gants adaptés au travail,
 - casques de sécurité conformes à la norme,
 - chaussures de sécurité (coquille + lames d'acier),
 - harnais de sécurité conforme aux normes lorsque les dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre (Art R-4323-61 du Code du travail),
 - masque de soudure et lunettes de protection lors des travaux de soudure, de débardage ou de meulage.

Le respect de ces dispositions, l'entretien et la bonne tenue de ces matériels sont sous la responsabilité de chaque entreprise.

Ces pré-requis n'étant pas satisfaits, le concessionnaire du site, la SEMEC, au travers du Marché du Film, peut refuser l'accès au site aux personnes en défaut du port des EPI.

IL EST TRES IMPORTANT QUE VOUS COMMUNIQUEZ CES INFORMATIONS GENERALES ET PRECISIONS TECHNIQUES AUX DECORATEURS ET DIFFERENTES SOCIETES DE SERVICE EMPLOYEES.